

LOI TRAVAIL

La précarité comme unique horizon !

Saint Avertin. le 09 Mai 2016

Alors que nous fêtons cette année les 70 ans du Front populaire, le gouvernement fait un virement à 180 degrés en voulant imposer, à marche forcée, la loi travail. Elle est bien entendue néfaste pour l'emploi mais, à terme, elle risque d'entraîner des conséquences néfastes pour la vie quotidienne de millions de Français. Ce sera plus de difficultés pour accéder à un logement, des crédits très difficiles à obtenir faute de situation stable, une santé sacrifiée pour couvrir d'autres besoins élémentaires de la vie courante.

Se loger : Une vraie galère !

Selon une enquête réalisée au mois de mars 2015 par l'AFEV, l'observatoire de la jeunesse solidaire, sept jeunes sur dix entre 18 et 30 ans ont déjà été confrontés à des difficultés d'accès au logement. 26 % d'entre eux ne peuvent louer faute de moyens et plus d'un jeune sur dix s'est retrouvé sans logement ou en situation précaire. Un quart d'entre eux a même dû sacrifier le budget santé ou alimentation pour pouvoir payer le loyer.

Autre fait marquant : 21 % déclarent n'avoir pas eu accès à un logement car sans emploi ou avec un emploi précaire. Pour faciliter leur situation, 18 % des sondés qui disposent de leur propre logement reçoivent une aide financière familiale (dans un cas sur deux, il s'agit de se porter caution). Si la plupart des 18-30 ans a quitté le nid (81 %), les 19 % de jeunes qui habitent encore au domicile parental le font (pour 66 % d'entre eux) par obligation.

La loi El Komri peut, à terme, renforcer l'exclusion dans le domaine du logement puisqu'elle instaure une précarité « transgénérationnelle ». Autrement dit, les jeunes et leurs parents seraient touchés de manière identique par le phénomène.

La précarité dans l'emploi : Un vrai « Casse tête » pour obtenir un crédit immobilier

Les CDD représentent aujourd'hui 86 % des embauches. Il faut savoir qu'à peine 3,5% des personnes ayant obtenu un crédit sont en CDD. La plupart du temps, ils l'obtiennent en tant que co-emprunteur. Les banques refusent par définition un CDD puisque c'est un contrat qui prendra fin au bout de quelques mois alors que la durée initiale d'un crédit est de 20 ans en moyenne, pour une durée de remboursement effective de 7 à 10 ans. En refusant de taxer les embauches en CDD, le gouvernement maintiens le statut quo.

La santé des Français menacée

En 2014, le haut conseil pour la santé public publiait un rapport qui dressait un parallèle entre la progression de la précarité et le renoncement aux soins :

« Il faut maintenant admettre que la précarité représente une menace réelle pour la santé.

Ce constat alarmiste du haut conseil date de deux ans. Imaginons-nous quelques années après la promulgation de la loi El Komri qui préconise ni plus ni moins la généralisation de la précarité de l'emploi.

L'association de défense des consommateurs INDECOSA-CGT demande le retrait de la loi Travail parce qu'elle risque, à terme, de renforcer la spirale de l'exclusion et augmenter les inégalités. **La première des libertés fondamentales dans une démocratie est de permettre aux hommes de vivre dignement de leur travail.**

BULLETIN D'ADHESION À INDECOSA-CGT-37

Nom :Prénom :

Adresse :

CP :Ville :

Téléphone : E-mail :

- Je me syndique à la CGT et je deviens membre de droit à INDECOSA-CGT (cotisation 1% du salaire ou retraite net mensuel)
 J'adhère à INDECOSA-CGT-37, cotisation 30 €/an
 50 € avec l'abonnement à 6 Numéros d'IN Magazine.